

ADELMAN, Howard, BOROWSKI, Allan, BURSTEM, Meyer et FOSJER, Lois (dir.). *Immigration and Refugee Policy. Australia and Canada Compared*. Toronto, University of Toronto Press, (Volumes 1 & 2), 1994, 735 p.

Pierre Jolicoeur

Volume 26, numéro 4, 1995

Multilatéralisme et sécurité régionale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703548ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703548ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jolicoeur, P. (1995). Compte rendu de [ADELMAN, Howard, BOROWSKI, Allan, BURSTEM, Meyer et FOSJER, Lois (dir.). *Immigration and Refugee Policy. Australia and Canada Compared*. Toronto, University of Toronto Press, (Volumes 1 & 2), 1994, 735 p.] *Études internationales*, 26(4), 886–888.
<https://doi.org/10.7202/703548ar>

communautaire n'a fait que courir après l'histoire» (p. 105) suggère J. Rupnik, les grandes puissances de la CEE ayant chacune leur part de responsabilité. L'auteur conclut sur la contradiction majeure : «Comment croire à Maastricht alors que Sarajevo se meurt» (p. 110), c'est-à-dire comment cautionner une logique contraire aux valeurs de l'intégration ?

Les trois auteurs se rejoignent pour traiter de la compatibilité entre l'approfondissement et l'élargissement : «Quelle intégration pour quelle Europe ?» (pp. 111-117). Le ton est donné par le titre même de cette contribution : c'est une succession de questions impossibles à résoudre dans l'état fluctuant du processus. Pourquoi les États d'Europe centrale veulent-ils adhérer ? Devraient-ils réellement souhaiter entrer dans un ensemble qu'ils risquent de faire éclater ? Comment peut-on préparer les candidats à l'adhésion ? Comment l'Union européenne elle-même devrait-elle adapter ses stratégies et ses institutions ? Où s'arrête l'Europe à l'Est ?

La seule question à laquelle une réponse définitive est apportée est la dernière : la Russie n'est pas d'Europe. Sur toutes les autres, l'avenir est encore ouvert, et les trois chercheurs du CERI (Centre d'Études et de Recherches Internationales de la Fondation Nationale des sciences politiques) se gardent de pronostics hasardeux.

Des annexes (déclarations et textes officiels, chronologie 1957 – mai 1994, bibliographie sommaire) complètent utilement l'ouvrage. La formule adoptée par les auteurs, toute étroite qu'ait pu être leur collaboration, n'exclut pas les répétitions et

redondances, mais celles-ci sont mineures. Par ailleurs, l'ouvrage se caractérise par une grande unité de ton ; les auteurs parlent essentiellement du point de vue des pays d'Europe centrale et orientale. Les critiques faites aux mécanismes et politiques d'assistance et de coopération sont certes pertinentes, mais peut-être les enjeux du côté occidental sont-ils présentés de façon un peu sommaire notamment sur le plan économique. Ces remarques n'enlèvent rien à l'intérêt de l'ouvrage, qu'un lecteur non introduit trouvera sans doute un peu complexe – la matière elle-même l'est ! – mais qui l'incitera à aller plus loin.

Marie LAVIGNE

*Faculté de droit, d'économie et de gestion
Université de Pau, France*

CANADA

Immigration and Refugee Policy. Australia and Canada Compared

ADELMAN, Howard, BOROWSKI, Allan,
BURSTEIN, Meyer et FOSTER, Lois (dir.).
Toronto, University of Toronto Press,
(Volumes 1 & 2), 1994, 735 p.

L'ensemble des contributions contenues dans ces deux volumes constitue une analyse de qualité. Le premier volume, davantage juridique, est axé sur la régulation et l'étude des politiques, tandis que le second traite de questions plus spécifiques et analyse plutôt les conséquences de l'immigration sur les sociétés hôtes. Les auteurs ont constamment le souci de comparer le Canada et l'Australie et n'abordent jamais une question portant sur une seule des deux parties. Ainsi, ce collectif répond à un plan rigoureux, plutôt qu'être une simple collection d'articles n'ayant pas ou peu

de liens entre eux. On perçoit l'étroite collaboration dont ont fait preuve les 40 différents auteurs, presque tous professeurs d'université, dans la rédaction des 22 chapitres présentés. Parmi ceux-ci, il n'y en a que trois ayant un auteur unique. Dans l'ensemble, les documents sont richement documentés, la bibliographie finale ayant plus de 50 pages.

La première partie du premier volume sert d'introduction à l'ensemble des contributions. On y traite d'abord de l'évolution des mouvements migratoires au Canada et en Australie ainsi que de l'évolution des politiques d'immigration de ces 2 États (ch. 1). Considérant que les immigrants et les réfugiés s'installant dans ces États ne représentent qu'une portion des mouvements internationaux de population, les auteurs ont recours à des modèles exposant les types de mouvements de population (ch. 2). Puis, sous un angle philosophique, on y aborde diverses conceptions de la justice et comment ces préoccupations concernent les politiques d'immigration et d'accueil aux réfugiés (ch. 3).

Le reste du premier volume est consacré à l'élaboration des politiques (policy making) et à leur mise en œuvre. Ainsi, la seconde partie aborde les différents facteurs considérés lors de leur élaboration. Il est notamment question du rôle joué par les institutions politiques et les groupes d'intérêts (ch. 4) ainsi que par l'opinion publique (ch. 5).

La troisième partie traite de la mise en œuvre des politiques d'immigration. Il y est question de la sélection des immigrants et des systèmes de contrôles opérés par le Canada et

l'Australie (ch. 7) ainsi que des programmes de migration d'affaires des 2 pays (ch. 8). Le chapitre 7 est particulièrement intéressant, car les auteurs cherchent à démontrer que les intérêts privés supplantent les intérêts nationaux lors de la sélection des candidats. Les programmes canadiens d'immigration subissent davantage cette influence que les programmes australiens.

La quatrième partie, pour sa part, traite de la mise en œuvre des politiques à l'égard des réfugiés. Il est d'abord question de leur sélection à l'étranger selon deux facteurs simultanés et souvent contradictoires : l'aspect humanitaire et la volonté d'exercer un contrôle sur le nombre d'asiles accordés (ch. 9). Puis, on analyse le contrôle de l'immigration illégale selon la dichotomie administratif/arbitraire. En Australie, ce contrôle répond à un modèle administratif, tandis qu'au Canada il est plutôt arbitraire (ch. 10). Finalement, le premier livre termine sur une analyse des «réponses» canadiennes et australiennes, affectant la population mondiale des réfugiés, à travers l'étude du «système international» (ch. 11).

La partie introductive du deuxième volume examine les politiques d'implantation des immigrants au sein des 2 pays (ch. 1), l'évolution de celles-ci en réponse à l'accroissement de la diversité ethnique des migrants (ch. 2) et l'étude du cas des migrants venus de Hong Kong (ch. 3). Le deuxième compare les multiculturalismes canadien et australien et la dualité ethno linguistique spécifiquement canadienne.

La deuxième partie s'intéresse aux impacts économiques de l'immi-

gration. Il est notamment question des implications au sein de l'État hôte (ch. 4), de l'expérience des immigrants sur le marché de l'emploi (ch. 5) ainsi que des impacts affectant l'environnement (ch. 6).

La troisième et dernière partie, la plus intéressante de l'ensemble des travaux présentés, évalue les impacts sociaux que les flots d'immigrants ont sur les communautés d'accueil. Ainsi, il est question de racisme (ch. 7), de problèmes d'ordre linguistique (ch. 8), d'éducation et de famille (ch. 9), du vieillissement de la population et de l'immigration en tant que solution (ch. 10) et finalement de criminalité (ch. 11). Ce dernier chapitre cherche à détruire certains mythes concernant la criminalité affectant les groupes ethniques et aborde la question dans la double perspective des immigrants en tant que source et en tant que victimes de violence.

Pierre JOLICOEUR

Assistant de recherche à l'IQHEI

Decision at Midnight. Inside the Canada-U.S. Free Trade Negotiations.

HART, Michael with DYMOND, Bill and ROBERTSON, Colin. *Vancouver, University of British Columbia Press, 1994, 472p.*

Cette publication est le fruit du travail de fonctionnaires canadiens impliqués dans la négociation de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. En effet, Michael Hart, Bill Dymond et Colin Robertson ont, à divers niveaux, œuvré à la négociation de l'Accord. Le livre se distingue des nombreux ouvrages savants traitant de l'Accord et du virage opéré

dans la politique étrangère canadienne, car Hart et ses collaborateurs y décrivent, d'un point de vue bureaucratique et dans un style narratif, l'évolution des négociations. En fait, l'expérience vécue par les auteurs ainsi que les notes consignées par ceux-ci au cours de l'évolution des négociations, constituent la matière première de leur récit.

Bien que l'objectif visé par ce livre soit la description de l'activité des personnes et des fonctionnaires engagés dans cette négociation complexe, les auteurs ont pris soin de placer ces événements dans le contexte plus large généré par la polémique engendrée par ces négociations au Canada, les luttes partisans, la couverture médiatique, la dynamique des relations fédérales-provinciales, et enfin, la division idéologique et théorique sévissant chez les universitaires quant au rôle de l'État dans l'économie.

Le livre s'amorce par une revue des principaux arguments mis de l'avant par les analystes, politiciens et par les divers intervenants, défenseurs et adversaires d'un accord de libre-échange avec les États-Unis au cours des négociations et pendant la campagne électorale fédérale de 1988 (ch. 1). Cette mise en situation est suivie de six chapitres essentiellement contextuels qui forment la première des trois parties du livre. Au chapitre deux, le déterminisme continental de l'économie canadienne ayant amené le gouvernement canadien à proposer un accord est présenté de façon succincte et efficace. Les auteurs décrivent également les changements de perception qui se sont opérés chez l'élite canadienne quant au rôle du Canada au sein de l'économie mon-